

Recommandations du Rapport de projet

Projet	Recommandations sur le renforcement des capacités
AFD	<p>La formation sur la gestion des déchets solides élaborée grâce au financement de l'AFD a été approuvée par le Conseil de la FNU pour être incluse dans son programme académique. La FNU cherche à présent à financer de futurs participants à la formation, dans le cadre de leurs études universitaires ou sous forme de perfectionnement sommaire des compétences. Les modules pourront être élargis à des questions qui ne sont pas enseignées ailleurs.</p> <p>La formation de la FNU joue un rôle important en reliant de tous les aspects d'une gestion efficace des déchets solides et dangereux et propose une formation professionnelle pour concevoir et mettre en œuvre des initiatives intégrées de gestion des déchets aux niveaux local, régional et national. Une première étape sera de recenser les formations actuellement disponibles, puis de réaliser une analyse simple permettant d'identifier les lacunes. À l'origine, l'étude de définition du projet recommandait des activités de renforcement des capacités et on pourrait envisager de faire progresser cet aspect dans l'ensemble du Pacifique tout en poursuivant l'apprentissage en salle de classe qu'offrira la FNU. À la conclusion du projet de l'AFD, le programme de formation a continué avec le soutien du projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les POPNI.</p>
L'Alliance FEM-Pacifique	<p>Le projet de réduction océanique des POPNI, également appelé projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les POPNI, est un projet financé par le FEM et co-financé par l'Agence française de développement (AFD) et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), mis en œuvre par le PNUE par le biais du PROE. Ce projet quinquennal a officiellement été lancé en juin 2013 et a rassemblé 14 ÉTIO, notamment : les îles Cook, les Fidji, Kiribati, la République des îles Marshall, les États fédérés de Micronésie, Nauru, Nioué, les Palaos, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles Salomon, les Samoa, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. Le projet a été conçu pour fournir des alternatives concrètes réalisables en matière de gestion des déchets solides et dangereux, en mettant l'accent sur la réduction des polluants organiques persistants (POPNI) et la gestion des déchets chimiques dans les États insulaires océaniques.</p> <p>Concernant les capacités requises en matière de gestion des déchets dangereux, celles-ci peuvent être groupées en trois niveaux principaux :</p> <p>i. Individuel</p> <p>Au niveau individuel, une grande partie des capacités requises a trait à l'amélioration de la gestion des déchets dangereux et chimiques. Il est évident que les lacunes suivantes doivent être comblées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • connaissance des problèmes liés aux produits chimiques et aux déchets dangereux • informations ciblées et conviviales sur les problèmes liés aux produits chimiques et aux déchets dangereux • personnel correctement formé et nécessité d'un renforcement institutionnel beaucoup plus important • manque de formateurs nationaux • prise en charge des problèmes émergents dans les cursus existants • connaissances en matière d'alternatives à certains produits chimiques.

ii. Organisationnel

- manque de structures de gouvernance appropriées au niveau national ;
- manque de données sur les effets et le transport de produits chimiques et de déchets dangereux dans la région ;
- absence d'installations de traitement appropriées et coût prohibitif du transport vers un autre pays en vue de leur traitement ;
- les ÉTIO continuent à se familiariser avec les exigences sur les AME régionales et internationales, telles que les Conventions de Waigani, Bâle, Minamata, Stockholm et Rotterdam et des procédures afférentes ;

iii. Systémique

- Imperfection des systèmes de manipulation, de stockage et d'utilisation des produits chimiques et de gestion des informations au niveau national ;
- lignes directrices et manuels pour gérer les flux de déchets spécifiques à la région du Pacifique ;
- absence de législation appropriée dans certains pays ;
- manque de systèmes de contrôles établis pour gérer les produits chimiques et les déchets dangereux, notamment les informations ayant trait aux importations ;

Tous ces domaines de travail sont prioritaires dans le cadre des programmes « Pacifique plus propre 2022 » et de la Convention de Waigani.

En ce qui concerne le projet de l'Alliance FEM-Pacifique sur les POPNI, des formations ont été menées et structurées de façon à répondre spécifiquement aux capacités requises précitées. Elles ont notamment été traitées lors des activités suivantes :

- formation en gestion améliorée des produits chimiques, sous l'égide de l'Université du Pacifique Sud dans les 14 ÉTIO pour perfectionner les capacités individuelles et organisationnelles en matière de gestion des produits chimiques et des déchets dangereux ;
- formation douanière sur la gestion des produits chimiques afin d'améliorer les compétences des douaniers en matière de gestion des produits chimiques et des déchets dangereux aux frontières ;
- formation régionale autour des Conventions de Waigani et de Bâle – la formation visait à améliorer la compréhension de personnel opérationnel clé aux niveaux national et régional concernant le mouvement transfrontalier de produits chimiques et de déchets dangereux dans la région du Pacifique et à l'international ;
- formation nationale autour de la Convention de Waigani a été menée à Tuvalu, visant à améliorer leur compréhension de la convention et la coordination au niveau national. les douaniers ont également reçu une formation concernant leur rôle dans la convention et sur l'importance de la collecte, le stockage et l'utilisation de données pour rédiger des rapports nationaux ;
- formation sur les techniques de gestion des déchets qui réduisent le recours à l'incinération incomplète et à ciel ouvert en tant que méthode

	<p>d'élimination des déchets organiques, la gestion des décharges et la gestion des déchets dangereux – cette formation a été mise en œuvre par l'Université nationale des Fidji qui a depuis formalisé le programme de formation dans leur cursus universitaire ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les agriculteurs de Nioué ont été formés à l'art du compostage, qui a également présenté ses avantages pour l'environnement et dans la façon dont il contribue à un système de gestion des déchets amélioré ; • les fonctionnaires nationaux ont été formés à la gestion des PCB dans les îles Marshall.
J-PRISM	<p>Sur la base des résultats du questionnaire sur les besoins en formation des pays cibles du J-PRISM, le suivi et l'analyse des données concernant les déchets sont une priorité importante. Les pays sont à la recherche de données pour mieux comprendre leur situation et planifier leurs initiatives de gestion des déchets. Pour répondre à ce besoin, J-PRISM proposera des formations régionales sur le suivi et l'analyse de données, en collaboration avec le PROE. La compréhension de J-Prism et du PROE en matière de gestion des déchets s'est améliorée grâce aux expériences issues de nombreux projets et formations. Il est toutefois clair que les pays ont toujours des difficultés techniques associées aux opérations quotidiennes et au manque de capacités institutionnelles et financières. En tant qu'organisateur et prestataire de formations, J-PRISM fera le suivi et l'évaluation de formations et de leurs résultats, en partagera les conclusions, améliorera les systèmes de formation dans la région à travers des discussions avec le groupe de travail sur la formation constitué lors de la 1^{ère} Table ronde pour un Pacifique propre. Du point de vue de la gestion durable des déchets dans la région, le partage de bonnes pratiques/compétences entre les pays sera l'occasion de donner des idées et des options appropriées peu coûteuses pour tous. J-PRISM mettra en œuvre des formations bilatérales et régionales de Coopération océanique, et une formation sur l'exploitation de décharges est prévue début 2018.</p>
PacWaste	<p>PacWaste est le projet phare de gestion régionale de déchets de l'Union européenne/du PROE. Il est estimé à 7,85 millions EUR et il est considéré comme le plus gros projet de gestion de déchets et de lutte contre la pollution mis en œuvre par le PROE à ce jour. L'objectif de PacWaste vise la gestion régionale de déchets dangereux au sein du Pacifique, notamment les déchets médicaux, l'amiante, les déchets électroniques et la gestion intégrée de déchets des atolls. Mis en œuvre dans 14 pays insulaires du Pacifique et au Timor-Leste, ce projet a été lancé en 2013 et se terminera le 31 décembre 2017.</p> <p>Une formation sur la gestion des déchets dangereux à l'attention des pays insulaires du Pacifique a été organisée dans le cadre du projet. La formation sur la gestion des déchets médicaux a eu lieu dans 42 hôpitaux et cliniques de 15 pays. Une formation sur la gestion de l'amiante a été organisée dans huit pays, sur des sites nécessitant une intervention majeure ainsi que dans d'autres lieux à risque des îles Fidji, Salomon, Nauru et Nioué. Sept pays ont bénéficié d'une formation sur le traitement des déchets électroniques, de même qu'un programme de gestion et d'exportation de batteries plomb-acide usagées (ULAB) a été mis en place.</p> <p>D'autres besoins en matière de formation ont été énumérés dans les</p>

	Conclusions de la consultation EDF 11 (voir l'annexe 2). Les capacités humaines, l'éducation et la sensibilisation ont été classées comme prioritaires pour les pays Membres, tandis que la collecte de données pour des décisions fondées sur des données figurait aussi parmi les considérations importantes.
--	---